

[Text]

Could you advise me on what is happening with that program and whether or not it is true that vested interest groups are not participants? By vested interest groups, I mean both large and small tenants at an airport in terms of the air side or any of the suppliers. Only local business people are members of these boards.

Mr. McAree: We are in the process of providing greater opportunity for the local private sector and the local elected officials to become more involved in decision making at our airports. We have a program of developing what we are calling economic development boards, which would be advisory to the airport manager and occasionally to myself.

• 1650

We intend, and would like, to have the private sector on those particular boards. We also have another part of the program which we call consultative committees, and that is to take care of and allow input from the elected officials in the local area.

A third element for at least the larger airports is what we call a Transport Canada Municipal Engineering Co-ordination Committee, because we are dependent on each other to a large extent for municipal-type services. There is a bit of a pilot project going on at Saskatoon, I think. I am not sure that it is all in place, but there have been negotiations going on between our officials and city officials. I think that will go ahead. Thunder Bay is certainly welcome to be part of this program.

Mr. Angus: Just the title, economic development boards, suggests that it really has nothing to do with advising on the ongoing day-to-day operation or policy-making for a particular airport, and that it would deal more with getting more traffic in, or putting new businesses into the airport structure. Is that a correct assessment?

Mr. McAree: Mr. Chairman, we think that the primary interest should be in the contribution the airport can make to local economic development and the contribution that the business and community could perhaps make to economic development on the airport.

We are not saying that this group would not have the freedom to ask about and be involved in operating decisions. For instance, the proposal suggests that the annual business plan for the airport could be reviewed by the economic development committee. If they have a desire to be more involved, we would certainly accommodate that.

Mr. Angus: What avenue is there for the tenants of an airport, whether they be the small aircraft owners and operators, either recreational or commercial, or the main

[Translation]

Pourriez-vous faire le point concernant ce programme et nous dire s'il est vrai que les groupes qui possèdent des intérêts n'ont pas le droit de participer? Par groupes possédant des intérêts, je pense aux petits et aux gros locataires d'un aéroport, que ce soit à titre de transporteur ou de fournisseur. Seul les gens d'affaire locaux pourraient être membres de ces commissions.

M. McAree: Nous sommes en train de créer des mécanismes pour permettre aux entreprises locales et aux élus municipaux de participer davantage à la prise de décisions concernant nos aéroports. Nous nous employons à créer ce que nous appelons des commissions de développement économique, destinées à servir d'organe consultatif auprès du directeur de l'aéroport ou de moi-même, à l'occasion.

Nous avons l'intention—et nous y tenons beaucoup—de faire siéger des représentants du secteur privé à ces commissions. Une autre partie du programme consiste à former ce que nous appelons des comités consultatifs, permettant aux élus municipaux de faire connaître leurs points de vue.

Un troisième élément, du moins dans les grands aéroports, est constitué par le Comité de coordination des études techniques regroupant des membres de Transports Canada et des municipalités, car nous dépendons énormément les uns des autres pour les services de type municipal. Dans ce cadre, on compte une sorte de projet pilote à Saskatoon, je pense. Je ne sais pas si tous les éléments sont en place, mais des négociations ont eu lieu entre nos porte-parole et les fonctionnaires municipaux. Je pense que ce projet se concrétisera. Quant à Thunder Bay, nous l'accueillerions volontiers dans le cadre de ce programme.

M. Angus: La désignation même de ces commissions de développement économique porte à croire que celles-ci ne prennent pas part directement aux activités d'exploitation courantes ou à la prise de décision relative à l'aéroport, mais qu'elles ont plutôt pour mission de stimuler la croissance du trafic ou d'attirer de nouveaux commerces dans les aérogares. Cette impression est-elle exacte?

M. McAree: Monsieur le président, à notre avis, le principal intérêt de ces commissions devrait porter sur la contribution de l'aéroport au développement de l'économie locale ainsi qu'au rôle que peuvent jouer les entreprises et la collectivité dans ce développement économique.

Il n'est pas exclu que ce groupe s'intéresse aux décisions d'exploitation. Par exemple, le projet prévoit que le plan d'entreprise annuel de l'aéroport soit remis pour examen au Comité de développement économique. Les membres du Comité auraient donc la possibilité, s'ils le désiraient, de s'engager à ce niveau.

M. Angus: Quels sont les mécanismes possibles de participation des locataires de l'aéroport—propriétaires ou exploitants de petits avions, récréatifs ou commerciaux, ou